



**MRC des
Pays-d'en-Haut**

FONDS RÉGIONS ET RURALITÉ

**Volet 2 - Soutien à la compétence de
développement local et régional des MRC**

**Politique de soutien aux projets structurants
pour améliorer les milieux de vie
2024-2025**

Table des matières

1.Contexte et objectifs du Fonds régions et ruralité.....	3
1.1 Le Partenariat 2020-2024 : Pour des municipalités et des régions encore plus fortes	3
1.2 Volet 2 – Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC	3
1.3 Fonds Régions et Ruralité (FRR) dans la MRC – Financement en 3 axes.....	4
2.Critères d’analyse et d’admissibilité FRR Volet 2 – Axe 1.....	5
2.1 Organismes admissibles	5
2.2 Organismes non admissibles.....	5
2.3 Précisions quant à l’admissibilité des organismes	5
2.4 Projets admissibles	5
2.5 Projets non admissibles.....	6
2.6 Précisions quant à l’admissibilité des projets culturels.....	6
2.7 Dépenses admissibles	6
2.8 Dépenses non admissibles.....	6
3.Seuil d’aide financière et règles de gouvernance	7
3.1 Nature de l’aide	7
3.2 Contribution de l’organisme promoteur et de la communauté.....	7
3.3 Critères d’évaluation des projets.....	7
3.4 Cadre d’évaluation de la demande	8
3.5 Décision et communication aux organismes promoteurs	9
3.6 Mécanismes de suivi des projets soutenus.....	9
4.Offre de service des conseillers	10
ANNEXE A – SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT	11
ANNEXE B – PRIORITÉS D’INTERVENTION DE LA MRC DES PAYS-D’EN-HAUT.....	12

1. Contexte et objectifs du Fonds régions et ruralité

1.1 Le Partenariat 2020-2024 : Pour des municipalités et des régions encore plus fortes

Le Fonds Régions et Ruralité (FRR) est un programme mis en place par le gouvernement du Québec dans le cadre du *Partenariat 2020-2024 : Pour des municipalités et des régions encore plus fortes*. Le FRR est en vigueur depuis le 1^{er} avril 2020.

Le FRR du Partenariat 2020-2024 se décline en quatre volets :

Volet 1 – Soutien au rayonnement des régions

Volet 2 – Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC (l'objet de la présente Politique de soutien pour des projets structurants pour améliorer les milieux de vie)

Volet 3 – Projets « Signature innovation » des MRC

Volet 4 – Soutien à la vitalisation et à la coopération intermunicipale

Le volet 2 du programme prévoit l'attribution à la MRC des Pays-d'en-Haut d'un montant global de plus de 5 millions de dollars. Cette somme est investie par la MRC et ses partenaires au cours des cinq années de la durée du Partenariat. Par ce fonds, la MRC vise un développement dynamique du territoire en soutenant des projets structurants qui visent l'amélioration de la qualité et du cadre de vie de l'ensemble de sa population. Ce soutien peut prendre différentes formes, soit une aide technique, un accompagnement¹ et/ou une aide financière directe.

Les modalités de gestion du volet 2 du FRR reposent sur des principes de souplesse, d'imputabilité et d'autonomie qui permettent à la MRC de réaliser des projets sur son territoire, notamment dans les domaines de l'aménagement du territoire, du développement social, de l'économie, de la culture et de l'environnement.

1.2 Volet 2 – Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC

La MRC des Pays-d'en-Haut a pour vision que des collectivités actives, dont les organisations et citoyens sont engagés dans leur milieu, constitue l'un des fondements du dynamisme fort d'un territoire. La MRC, laquelle administre le volet 2 du FRR pour son territoire, veut améliorer la qualité de vie de sa population et se donne ainsi pour mission de soutenir et d'accompagner les acteurs qui interviennent ou qui ont un impact direct auprès des citoyens des 10 municipalités constituantes.

Afin d'administrer le FRR en adéquation avec les besoins du milieu, la MRC adopte et met à jour annuellement les documents suivants :

- A. Priorités annuelles d'intervention
- B. Politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie
- C. Politique de soutien aux entreprises

¹ L'offre de service des conseillers est détaillée à la section 4 de la présente politique.

A. Les priorités d'intervention établies annuellement guideront la MRC dans l'accompagnement des conseillers et dans le choix des projets à soutenir. L'annexe A du présent document dresse en détail les « **Priorités annuelles d'intervention 2024-2025** » de la MRC des Pays-d'en-Haut dans les six dimensions suivantes :

- Social et Développement des communautés
- Développement économique et territorial
- Aménagement du territoire
- Environnement
- Culture et Patrimoine
- Gouvernance et Leadership

Les priorités d'intervention de la présente Politique de soutien aux projets structurants ont été formulées grâce aux orientations et aux objectifs adoptés dans les diverses politiques et planifications de développement social, économique et d'aménagement du territoire de la MRC des Pays-d'en-Haut.

- Plan de développement économique et territorial 2020-2022 (PDET)
- Schéma d'aménagement de la MRC des Pays-d'en-Haut
- Politique des Familles et des Aînés 2020-2024 Au cœur de nos communautés
- Politique de protection et d'accès aux sentiers
- Politique culturelle de la MRC des Pays-d'en-Haut
- Déclaration jeunesse des Pays-d'en-Haut
- Plan d'intervention et d'affectation des ressources (PIAR)
- Politique de soutien aux entreprises du FRR
- Devis du projet Signature & innovation
- Plan intégré d'Adaptation aux changements climatiques (PIACC)

B. La Politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie permet de soutenir par une aide technique et/ou financière des projets dont les organismes du territoire sont les bénéficiaires. Révisées tous les ans en fonction des montants annuels disponibles et des priorités d'intervention, les spécificités du programme sont dévoilées lors de l'ouverture de l'appel de projets.

Un projet structurant doit s'inscrire dans les priorités d'intervention d'un ou plusieurs axes, avoir un effet multiplicateur dans le développement durable d'un territoire désigné ainsi qu'avoir des retombées pérennes multiples pour la ou les communautés locales.

C. La Politique de soutien aux entreprises permet de cibler les secteurs d'activité économique qui nécessitent un soutien ainsi que les types de projets prioritaires. Le soutien accordé aux entreprises admissibles peut être une aide financière directe en services professionnels par l'entremise d'un partenaire de l'écosystème entrepreneurial de la région des Laurentides (aide indirecte). L'aide peut toucher des projets d'innovation, de virage numérique, d'économie circulaire, de développement durable ou d'économie sociale. Les modalités d'attribution sont précisées dans le document. Les sommes provenant du fond de soutien aux entreprises proviennent du FRR et d'autres sources.

1.3 Fonds Régions et Ruralité (FRR) dans la MRC – Financement en 3 axes

Axe 1 - Appels de projets dans la communauté

Axe 2 - Dossiers régionaux (ententes sectorielles et inter-MRC) et le soutien au fonctionnement

Axe3 - MRC promotrice, c'est-à-dire des projets de régie interne ou mandatés

2. Critères d'analyse et d'admissibilité FRR Volet 2 – Axe 1

2.1 Organismes admissibles

- Les municipalités ou les organismes municipaux du territoire de la MRC des Pays-d'en-Haut;
- Les organismes à but non lucratif incorporés ayant au moins un an d'existence, les entreprises d'économie sociale, les coopératives non financières et les concertations;
- Les entreprises privées seulement dans le cadre de projets impliquant des services de proximité;
- La MRC des Pays-d'en-Haut.

2.2 Organismes non admissibles

- Les entreprises privées (sauf s'ils constituent des services de proximité, voir définition à la section 2.3);
- Les coopératives financières;
- Les organismes publics et parapublics provinciaux ou fédéraux;
- Les organismes en défaut de respect d'une entente de financement avec la MRC des Pays-d'en-Haut.

2.3 Précisions quant à l'admissibilité des organismes

Un organisme qui a déjà un projet **en cours de réalisation** financé dans le cadre du volet 2 du FRR devra, pour être admissible, démontrer sa capacité à réaliser un projet distinct. L'organisme devra également faire la démonstration que l'ensemble des projets financés par le volet 2 du FRR ne compromettent pas ses activités courantes (mission).

Un **service de proximité** est défini comme étant un service unique dans une collectivité, c'est-à-dire ne faisant pas localement l'objet de concurrence pour une même clientèle ou pour des activités de même nature. Ce service est essentiel au maintien et au développement de la vitalité d'une communauté. Le siège social ou l'adresse d'opération de l'entreprise fournissant un service de proximité est situé au cœur d'une localité. Le fournisseur de service de proximité peut également contribuer à l'attrait de la municipalité auprès des résidents, plus précisément à la qualité de vie, au dynamisme, à la sécurité et au rapprochement de la population. Il pourrait, par exemple, s'agir d'une station d'essence, d'un commerce d'alimentation, d'une pharmacie, etc.

Toute **entreprise détenant son siège social sur le territoire** de la MRC pourrait être admissible à une aide financière directe ou indirecte en vertu de la Politique de soutien aux entreprises.

2.4 Projets admissibles

Pour être admissible, un projet doit :

- Être une réponse structurante à une ou plusieurs priorités d'intervention établies par la MRC pour l'année d'octroi définies dans l'Annexe A « *Priorités annuelles d'intervention 2024-2025* »;
- Avoir des retombées sur le territoire de la MRC;
- Susciter le partenariat ou être réalisé en concertation;
- Se réaliser complètement dans un délai de deux ans suivant la signature de la convention de la subvention;
- Respecter le montant maximal de 35 000 \$ du FRR pouvant être subventionné par projet;
- Déposer les états financiers les plus récents adoptés par le conseil d'administration ou toute autre personne autorisée par la loi;

- Avoir complété le formulaire de demande de subvention en ligne en entier;
- Un atout : avoir obtenu une lettre d'appui de la ou de l'une des municipalités où le projet se déroulera.

Dans le cas où l'organisme souhaite déposer **plus d'un projet lors d'un même appel** de projets, les conseillers se réservent le droit d'exiger une démonstration de la capacité à mener de front tous les projets.

2.5 Projets non admissibles

Un projet ne peut être admis au programme :

- S'il peut obtenir la totalité du financement dans un programme déjà existant;
- Si la grande majorité ou la totalité dudit projet est déjà réalisée ou terminée;
- S'il ne constitue pas un projet différenciable du fonctionnement normal et des opérations courantes de l'organisme²;
- S'il s'agit de la création ou de la mise à jour d'un site Internet ;
- S'il s'agit de rénovation de bâtiment sans valeur structurante ajoutée pour l'organisme ou pour la communauté.

2.6 Précisions quant à l'admissibilité des projets culturels

Un organisme culturel promoteur d'un projet visant la diffusion et admissible au Fonds Culture et Patrimoine (FCP) ne peut déposer son projet au FRR volet 2 de la MRC.

Les organismes utilisant les arts comme moyen afin d'atteindre une autre finalité et les projets relatifs aux immobilisations servant aux organismes à vocation culturelle ou patrimoniale sont admissible FRR volet 2 de la MRC. Dans tous ces cas, les organismes promoteurs doivent en aviser les conseillers de la MRC afin de s'assurer de l'admissibilité de leur projet.

2.7 Dépenses admissibles

Dans la mesure où elles contribuent significativement au projet et à l'atteinte des priorités énoncées, les dépenses admises incluent :

- Le traitement et le salaire des employés, des stagiaires et autres employés affectés à la réalisation du projet, y inclus les charges sociales de l'employeur et les avantages sociaux;
- Les coûts d'honoraires professionnels;
- Les dépenses en capital pour des biens tels que terrain, bâtisse, équipement, machinerie, matériel roulant, pour des frais d'incorporation, pour l'acquisition et l'amélioration locative et toute autre dépense de même nature (dans la mesure où ces dépenses constituent une valeur structurante ajoutée dans l'offre de service de l'organisme);
- L'acquisition de technologies, de logiciels ou progiciels, de brevets et toute autre dépense de même nature;
- Les autres coûts inhérents à l'élaboration et à la réalisation des projets;
- Les besoins de fonds de roulement du projet **seulement** dans certains cas particuliers associés au redressement de coopératives et d'entreprises d'économie sociale.

2.8 Dépenses non admissibles

² Dans un tel cas, référez-vous à l'annexe « Soutien au fonctionnement », de mesure de soutien ponctuel et exceptionnel.

- Les infrastructures, services, travaux ou opérations courantes normalement financés par les budgets municipaux ou des programmes gouvernementaux, notamment :
 - Les constructions ou rénovations d'édifices municipaux ;
 - Les infrastructures, les services, les travaux sur les sites d'enfouissement ;
 - Les infrastructures, les services, les travaux sur les sites de traitement des déchets ;
 - Les travaux ou les opérations courantes liés aux travaux d'aqueduc et d'égouts ;
 - Les travaux ou les opérations courantes liés aux travaux de voirie ;
 - Les infrastructures et les opérations courantes des services d'incendie et de sécurité ;
 - L'entretien des équipements de loisirs et des équipements culturels ;
 - Toute autre dépense relevant habituellement des budgets municipaux réguliers ;

- Toutes dépenses liées à des travaux d'entretien régulier de l'immeuble, immobilisables ou non;
- Toutes dépenses liées à des projets déjà réalisés ou terminés ;
- Toutes dépenses liées à des projets qui ne seraient pas conformes aux priorités d'intervention émises par la MRC ou aux politiques de soutien de la MRC ;
- Le financement du service de la dette ou le remboursement d'emprunts à venir.

3. Seuil d'aide financière et règles de gouvernance

3.1 Nature de l'aide

L'aide financière du FRR volet 2 est versée sous forme de subvention non remboursable. Le montant de la subvention est déterminé par la MRC et offerte en plusieurs versements fixés selon les conditions établies au moment de la ratification de l'entente entre la MRC et l'organisme promoteur. Le montant maximal d'une aide financière dans le cadre de cette politique est fixé à 35 000 \$, sauf dans le cas d'une résolution spéciale du Conseil de la MRC.

La MRC prévoit un à deux appels de projets par année pour la réception et l'analyse des dossiers de subvention, en fonction de la disponibilité des sommes du FRR volet 2. Les dates et les modalités des appels de projets sont rendues publiques sur le site Internet de la MRC, dans les journaux locaux et sur les médias sociaux. Ces informations peuvent également être communiquées aux organismes et partenaires par courriel.

3.2 Contribution de l'organisme promoteur et de la communauté

Le montant d'aide financière maximal par le FRR pour les OBNL, les coopératives non financières (incluant les entreprises d'économie sociale) et les concertations est de 65% des coûts de projet admissibles. La contribution de l'organisme promoteur est alors de 35 %, provenant de l'organisme lui-même ou d'une contribution du milieu.

Le montant d'aide maximal par le FRR pour les municipalités et les organismes municipaux est de 50 %. La contribution de la municipalité promotrice est alors de 50 %, provenant de la municipalité elle-même ou d'une contribution du milieu.

Peu importe le type d'organisme promoteur, les contributions de l'organisme et de la communauté peuvent être financières ou en biens matériels ou encore en temps ressource. Ces contributions doivent être présentées dans les prévisions budgétaires lors de la demande et seront soumises à la reddition de comptes.

3.3 Critères d'évaluation des projets

Les projets admissibles sont analysés selon cette grille de pointage.

Qualité de la présentation du dossier	/5
Pertinence du projet	/15
Respect des priorités d'intervention du FRR de la MRC des Pays-d'en-Haut	/20
Cohérence du budget	/5
Aspect durable du projet	/15
Aspect novateur du projet	/10
Retombées dans la communauté	/10
Acceptabilité sociale	/10
Aspect structurant de la démarche	/10
Total	/100

Pour faire l'objet d'une analyse par le comité FRR, le projet doit atteindre une note de passage de 60%. Dans le cas contraire, le dossier de projet ne sera pas soumis au comité.

3.4 Cadre d'évaluation de la demande

Les demandes des projets jugés conformes aux critères d'admissibilité et ayant obtenu une note de plus de 60% sont analysées par le comité de recommandation du FRR Volet 2. Ce comité fait ensuite ses recommandations au Conseil de la MRC, dont les membres élus entérineront ou non, par résolution, les projets qui font l'objet d'une recommandation pour financement par le comité de recommandation.

Le comité de recommandation FRR est composé de 6 membres

- 3 maires(ses) nommés par le Conseil de la MRC pour deux années consécutives
- 1 représentant(e) du secteur de la santé
- 1 représentant(e) du milieu économique
- 1 représentant(e) du secteur de la culture

En cas d'absence, il n'y a pas de suppléance autorisée.

Également, sont présents à titre de personne-ressource de la MRC des Pays-d'en-Haut :

- Le préfet
- Le directeur général
- Le directeur du service du développement économique et territorial
- Le conseiller au développement des communautés

Éthique et fonctionnement du comité

Les membres du comité de recommandation FRR effectuent leur travail d'analyse et de recommandation dans un cadre de bienséance respectant le code d'éthique de la MRC des Pays-d'en-Haut et tenant compte des principes suivants :

- Rigueur et objectivité
- Impartialité
- Respect
- Équité

Le préfet agit à titre de président du comité. Il s'assure du respect de l'ordre du jour, agit à titre de modérateur lors des discussions et s'assure du respect du code d'éthique. À défaut de la présence du préfet, le directeur général de la MRC agira à titre de président du comité.

Tout membre du comité de sélection, dont l'organisme ou la municipalité qu'il(elle) représente promeut un projet, doit s'abstenir de participer à l'analyse, aux échanges et à la sélection dudit projet et ainsi quitter la salle durant ce moment de la rencontre. Par conséquent, la préanalyse des conseillers n'est pas disponible dans les fichiers

préparatoires remis au comité, celle-ci est alors déposée exceptionnellement séance tenante.

3.5 Décision et communication aux organismes promoteurs

Le choix des projets acceptés ou refusés est connu seulement après la réunion du Conseil de la MRC suivant les rencontres du comité de recommandation. Les organismes promoteurs sont informés par courrier ou par messagerie électronique dans les jours suivants le conseil.

3.6 Mécanismes de suivi des projets soutenus

Pour chaque projet soutenu, un protocole d'entente (convention de subvention) est signé entre l'organisme promoteur et la MRC. Ce protocole comprend toutes les composantes nécessaires aux suivis relatifs à la nature du projet, aux sommes engagées, au délai de réalisation ainsi qu'aux partenaires impliqués.

L'organisme promoteur doit déposer un rapport final dans les trois mois suivant la réalisation complète du projet, qui doit inclure un bilan financier, une évaluation des retombées du projet dans le milieu ainsi qu'un bilan des résultats obtenus. Les conseillers en charge proposent un modèle de rapport écrit et de bilan financier à compléter par l'organisme promoteur.

Tous les projets soutenus doivent être débutés au plus tard un an après la date d'acceptation du projet par le Conseil de la MRC et être terminés dans une période de deux (2) ans suivant la même date. Un délai de réalisation supplémentaire pourra être accordé si les raisons du prolongement sont justifiées et soumises par écrit à la MRC 60 jours avant la date limite de réalisation du projet et sur acceptation écrite des conseillers de développement des communautés.

Dans le cas où l'organisme promoteur ne respecte pas une ou plusieurs des obligations qui lui sont imposées par la convention de subvention, la MRC peut mettre fin à l'entente, et ce sans préavis, réinjecter l'aide financière accordée dans le Fonds (FRR) et exiger le remboursement de l'aide financière en tout ou en partie.

4. Offre de service des conseillers

Les services des conseillers de développement de la communauté de la MRC sont disponibles gratuitement tout au long de l'année et donc au-delà de la période des appels de projets. En effet, l'offre de service de la MRC pour le soutien des projets structurants pour améliorer les milieux de vie se décline en trois fonctions générales : l'accompagnement, les services-conseils et la connaissance du territoire.

Accompagnement

- Diffuser l'information relative au FRR (programmes de soutien et offre de service).
- Guider les organismes promoteurs et/ou les comités locaux dont le projet ou mandat vise l'amélioration des milieux de vie dans la recherche de solutions aux contraintes et problématiques identifiées.
- Encourager et outiller les groupes et les organismes dans la prise en charge du milieu.
- Assurer la liaison et la mobilisation des différents intervenants dans le cadre de projets ayant des retombées positives dans les communautés locales.
- Promouvoir et recommander les projets auprès des décideurs.

Services-conseils

- Soutenir les organismes promoteurs de projets dans la préparation et la réalisation des projets présentés au FRR.
- Conseiller les organismes promoteurs sur les différents outils de financement disponibles (programmes, partenariats de visibilité, dons, etc.).
- S'associer aux expertises disponibles que ce soit au palier local, régional ou national.

Connaissance du territoire

- Partager avec les organismes promoteurs les connaissances acquises par la MRC par le biais d'études ou rapports.
- Porter un regard sur le milieu et analyser les problématiques identifiées.
- Identifier des priorités et rechercher des solutions.
- Évaluer les retombées des différents projets soutenus.

ANNEXE A – SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT

Dans des cas d'exception, un organisme à but non lucratif ou une concertation pourra bénéficier d'une aide financière au fonctionnement. L'aide au fonctionnement vise à appuyer, lorsque jugé nécessaire, certains organismes et concertations du territoire dans l'accomplissement de leur mission et la réalisation de leur plan d'action. Le montant accordé sera déterminé sur une base annuelle en fonction des budgets disponibles. Exceptionnellement, il pourrait être possible selon l'entente prévu avec l'organisme ou la concertation, que le financement soit renouvelé pour un nombre d'années déterminé.

Veillez noter que les organismes et les concertations bénéficiaires devront répondre à **toutes** les conditions énoncées ci-dessous.

- La mission et les activités se déploient sur une importante proportion du territoire de la MRC.
- La mission et le plan d'action contribuent de façon significative et durable à l'atteinte d'une ou de plusieurs priorités d'intervention ciblées par la MRC pour l'année en cours.
- La gestion de l'organisme est efficace et permet de garantir la qualité des services offerts à la population.
- L'organisme a établi des partenariats dans son secteur d'activité ainsi que sur son territoire d'intervention, et bénéficie sans équivoque de l'appui de la collectivité.
- Le dossier de l'organisme a obtenu une recommandation préalable de la direction générale, puis a été analysé par le comité de sélection FRR et/ou le comité Finances de la MRC.
- L'organisme a expliqué et démontré les raisons qui justifient une demande d'aide financière au fonctionnement.
- Le dossier de l'organisme devra être accompagné par une entente signée entre l'organisme et la MRC.
- L'organisme devra s'engager à faire parvenir à la MRC, au moment indiqué, un bilan complet des activités réalisées au cours de l'année subventionnée.
- L'organisme ou la concertation devra s'engager dans une démarche de restructuration, avec l'aide des professionnels en développement économique de la MRC, afin d'assurer leur pérennité à long terme.

Pour vérifier l'admissibilité de votre organisme ou de votre concertation à l'aide au fonctionnement, communiquez avec le conseiller au développement des communautés de la MRC des Pays-d'en-Haut :

M. Zeine Ebene
zebene@mrcpdh.org
450 229-6637 poste 105

ANNEXE B – PRIORITÉS D’INTERVENTION DE LA MRC DES PAYS D’EN-HAUT

Annexe B – Priorités annuelles d’intervention 2024-2025

Dans le cadre de l’entente relative au Fonds régions et ruralité, la MRC des Pays-d’en-Haut doit déterminer ses priorités annuelles d’intervention. Ces éléments serviront de base pour la priorisation des initiatives et des projets soutenus par la MRC à même ce fonds.

La prise en compte des différentes planifications stratégiques d’un territoire et de leurs plans d’action vise à assurer une meilleure cohérence et une complémentarité avec les orientations, les actions et les activités liées au Fonds régions et ruralités. Ainsi, une initiative qui ne cadre pas directement avec la liste des priorités énoncées ci-dessous, mais qui répond à une ou des orientations issues de l’une des planifications stratégiques de la MRC pourrait être admissible au fonds.

En continuité avec le précédent [Fonds de développement des territoires \(FDT\)](#), voici la liste non exhaustive des documents de planification stratégique pris en compte pour l’adoption de la première version en 2020-2021 et les mises à jour successives :

- [Plan de développement économique et territorial 2020-2022 \(PDET\)](#)
- [Schéma d’aménagement de la MRC des Pays-d’en-Haut](#)
- [Politique des Familles et des Aînés 2020-2024 *Au cœur de nos communautés*](#)
- [Politique de protection et d’accès aux sentiers](#)
- [Politique culturelle de la MRC des Pays-d’en-Haut](#)
- [Déclaration jeunesse des Pays-d’en-Haut](#)
- [Plan d’intervention et d’affectation des ressources 2021-2025 \(PIAR\)](#)
- Politique de soutien aux entreprises du FRR (adoption prévue en novembre 2023)
- Devis du projet Signature & innovation : [Nos sentiers au cœur du développement des Pays-d’en-Haut](#)
- Plan intégré d’adaptation aux changements climatiques (adoption prévue en novembre 2023)

Lors de la réadoption des priorités d'intervention pour l'année 2023-2024, à la suite de consultations ciblées d'acteurs clefs de la région et d'études récentes, quelques ajustements ont dû être inclus pour prendre en considération différents impacts majeurs survenus sur notre territoire, découlant de la pandémie de la COVID-19 et de la pénurie de main-d'œuvre. Notre population, les organismes la desservant, nos municipalités locales et les infrastructures qui s'y trouvent ont tous subi les impacts des deux phénomènes variant grandement au fil des mois. C'est donc face à cette prise en compte de la situation générale, et des nouvelles données du profil démographique et socioéconomique du territoire que ces priorités d'intervention annuelles améliorées vous sont proposées.

Social et développement des communautés

	Priorités de financement	Secteurs d'activité	Sources et références
1	Renforcer le tissu communautaire, favoriser les saines habitudes de vie par la création et la consolidation d'infrastructures récréatives et d'espaces publics d'accès universel et propices aux rencontres.	Jeunes Familles Aînés Accessibilité universelle	Politique des Familles et des Aînés Déclaration jeunesse Politique de protection et d'accès aux sentiers
2	Accroître les services à la population et les rendre accessibles à l'ensemble des citoyennes et citoyens, notamment : services de garde, soins de santé physique et mentale, incluant la prévention, soutien à domicile et Internet haute vitesse.	Services de proximité Familles	FDT Politique des Familles et des Aînés
3	Appuyer les initiatives visant à améliorer la qualité de vie des citoyennes et des citoyens aînés.	Aînés	FDT Politique des Familles et des Aînés
4	Soutenir les projets visant la sécurité alimentaire, la saine alimentation et l'approvisionnement de proximité.	Services de proximité Saines habitudes de vie	Politique des Familles et des Aînés
5	Soutenir les initiatives et les actions en faveur de la réussite éducative.	Jeunes Éducation	FDT
6	Valoriser les efforts de développement communautaire et soutenir les organismes afin de diminuer leur vulnérabilité.	Services de proximité Santé et services sociaux	FDT

Développement économique et territorial

	Priorités de financement	Secteurs d'activité	Sources et références
1	Soutenir les mesures et projets favorisant la disponibilité et la rétention de la main-d'œuvre au bénéfice des entreprises et différentes organisations sur le territoire.	Développement économique et territorial Main-d'œuvre	PDET Fond de soutien aux entreprises
2	Accroître le soutien technique et financier touchant l'innovation, l'amélioration des procédés et le virage numérique.	Développement économique et territorial	PDET PIAR Fond de soutien aux entreprises
3	Intervenir activement dans les secteurs économiques en émergence et les entreprises innovantes (ex. : économies vertes, développement durable et économie circulaire).	Développement économique et territorial Main-d'œuvre	FDT PDET Fond de soutien aux entreprises
4	Encourager les initiatives visant à créer ou maintenir des services de proximité publics et privés, plus spécifiquement dans les municipalités éloignées des axes routiers principaux.	Développement des communautés Services de proximité Développement économique et territorial	FDT
5	Développer une stratégie de développement de l'offre et de la promotion du tourisme et en soutenir les différentes initiatives.	Tourisme et Développement économique	FDT Signature & innovation

6	Respecter la capacité d'accueil des milieux (cohabitation, protection de la nature, du patrimoine et de la culture).	Tourisme et Développement économique	Politique de protection et d'accès aux sentiers Signature & innovation
7	Améliorer l'accompagnement et l'offre de services aux entreprises du territoire.	Développement économique et territorial	PIAR Politique de soutien aux entreprises du FRR

Aménagement du territoire			
	Priorités de financement	Secteurs d'activité	Sources et références
1	Soutenir, planifier et contribuer à l'aménagement des voies cyclables et piétonnières en milieu urbain et des liens intermunicipaux en complémentarité avec le cocktail de transport actif et alternatif sur le territoire.	Loisirs et sports Saines habitudes de vie Développement des communautés	FDT Politique de protection et d'accès aux sentiers
2	Contribuer à la mise en œuvre du plan d'action de la politique d'habitation de la MRC PDH.	Familles Aînés Habitation	PDET Politique des Familles et des Aînés
3	Assurer un accès actif et sécuritaire aux parcs de proximité pour les familles, les aînés et les personnes à mobilité réduite.	Saines habitudes de vie Accessibilité universelle Familles Aînés	Politique des Familles et des Aînés
4	Appuyer toute initiative favorisant le transport collectif intermunicipal et l'aménagement d'infrastructures permettant l'autopartage ainsi que toute autre initiative bonifiant l'offre de service actuelle ou faisant sa promotion.	Transport Familles Aînés Développement des communautés	Politique des Familles et des Aînés Schéma d'aménagement de la MRC FDT
5	Stimuler l'aménagement d'espaces sur des aires de stationnement existantes afin de favoriser le covoiturage et/ou le transport collectif.	Transport Familles Aînés Développement des communautés	Politique des Familles et des Aînés Schéma d'aménagement de la MRC
6	Encourager les terres publiques dans le respect des valeurs, de l'identité et de la capacité d'accueil du territoire.	Développement économique et territorial	

Environnement

	Priorités de financement	Secteurs d'activité	Sources et références
1	Développer et favoriser les accès publics sécuritaires aux lacs et aux terres publiques pour les résidents de la MRC et les villégiateurs, dans le respect des milieux naturels.	Environnement Développement des communautés Aménagement du territoire Tourisme	Politique des Familles et des Aînés Politique de protection et d'accès aux sentiers
2	Déployer et pérenniser les sentiers récréatifs sur terres publiques et privées en concordance avec la Politique de protection et d'accès aux sentiers de la MRC, le plan intégré d'adaptation aux changements climatiques inter-MRC et dans le respect des milieux naturels.	Développement des communautés Environnement Aménagement du territoire Tourisme	PDET Politique de protection et d'accès aux sentiers PIACC
3	Réaliser des actions d'information, de sensibilisation et d'éducation à l'environnement.	Environnement	Déclaration jeunesse
4	Améliorer la qualité de l'eau et diminuer les contaminants vers les lacs et les cours d'eau.	Ressources naturelles Environnement	FDT
5	Mettre en place des services visant à réduire et à traiter de façon optimale chacune des catégories des matières résiduelles.	Environnement	FDT Déclaration jeunesse
6	Encourager la mise en place de mesures d'atténuation/mitigation des effets des changements climatiques.	Environnement, Aménagement du territoire	PIACC

Culture et Patrimoine

	Priorités de financement	Secteurs d'activité	Sources et références
1	Encourager les initiatives culturelles locales et supra locales répondant aux besoins de la population.	Culture et Patrimoine Développement des communautés	FDT Politique culturelle
2	Soutenir les projets émanant du milieu culturel du territoire.	Culture et Patrimoine Tourisme	FDT Politique culturelle
3	Doter le territoire de lieux de diffusion culturelle.	Culture et Patrimoine	Politique culturelle
4	Stimuler la participation de la population à la vie culturelle des Pays-d'en-Haut.	Culture et Patrimoine Développement des communautés	Politique culturelle
5	Identifier, protéger et valoriser le patrimoine paysager, bâti, immatériel et archéologique notamment en favorisant la réutilisation des bâtiments à caractère patrimonial.	Culture et Patrimoine Aménagement Tourisme	FDT Schéma d'aménagement de la MRC Politique culturelle

Gouvernance et Leadership			
	Priorités de financement	Secteurs d'activité	Sources et références
1	Développer des outils de communication et d'éducation efficaces pour diffuser de l'information à la population, aux entreprises et aux partenaires, particulièrement en ce qui concerne les changements et les enjeux sociodémographiques futurs sur le territoire.	Information et communication	FDT PIAR
2	Contribuer à des campagnes de positionnement ou d'image de marque de partenaires afin d'accroître l'identité territoriale de la MRC.	Développement économique et territorial Accueil et intégration de nouvelles populations Information et communication	FDT PDET PIAR
3	Susciter l'émergence de projets sectoriels avec les partenaires du territoire.	Développement économique et territorial Développement des communautés Services de proximité	FDT PDET
4	Positionner la MRC des Pays-d'en-Haut comme leader proactif dans la prise en charge de projets structurants régionaux et territoriaux.	Information et communication	PDET Signature et Innovation
5	Faire connaître les services offerts par la MRC aux organismes et aux entreprises du territoire.	Développement économique Développement des communautés	PIAR
6	Stimuler la coopération intermunicipale et le partage des ressources.	Tous	Enoncé de vision du schéma d'aménagement en cours de révision

La MRC se réserve le droit de soutenir financièrement des projets ou initiatives qui ne cadrent pas directement dans ces priorités, si jugés essentiels au développement territorial.